

8°R  
112415

# MACRODYNAMIQUE ET DESEQUILIBRE

dans une petite économie :  
le cas de la Guadeloupe

Etude coordonnée par  
Jean Gabriel MONTAUBAN

Avec les contributions de

Patrice BORDA

Paul CHIMBONDA-ROSELE

Eryc EDINVAL

Joël RABOTEUR


Alain MAURIN

Philippe MEYER

François NAVIS

*Préface d'Eric NABAJOTH*

1994

 L'HERMÈS

*Chez le même éditeur*

**L'Essentiel sur "droit et science politique"**

**Droit privé**

Introduction générale, L. HARTEMANN  
Les personnes, T. GARE  
Les biens, J. LARRIEU  
La famille, L. HARTEMANN  
Les obligations, L. MAYAUX  
La procédure civile, H. VRAY  
Les institutions judiciaires françaises, H. VRAY  
Le procès civil, H. VRAY  
Le droit international privé, P. GUIHO  
Droit pénal général, M.N. CAPOGNE  
Droit pénal spécial, J. CEDRAS  
Procédure pénale, C. GARCIN  
Le droit du travail, C. ORLIAC  
Contrat et relations de travail, C. ORLIAC  
Les conseils de Prud'hommes, C. ORLIAC  
Droit des affaires, J. LARRIEU  
Les effets du commerce, Y.L. SAGE

**Droit public**

Droit administratif, Tome I, A. MOYRAND  
Droit administratif, Tome II, A. MOYRAND  
A. CABANIS et M. MARTIN  
La France politique et constitutionnelle de la Révolution à nos jours  
La fonction publique, A. DELBLOND  
Les institutions communautaires, T. LARZUL  
Droit constitutionnel et institutions politiques, H. LENOIR et A. MOYRAND  
Libertés publiques, J.P. THERON

**Science politique**

Histoire des idées politiques, Tome 1, P. DUBOUCHET  
Histoire des idées politiques, Tome 2, P. DUBOUCHET  
Philosophie des idées politiques, P. DUBOUCHET  
Méthodes des sciences sociales, P. DUBOUCHET

**Histoire**

Histoire des institutions de la France (1er - XIV siècle), O. DEVAUX  
Histoire des institutions de la France (1875 à nos jours), A. CABANIS et M. MARTIN

**L'Essentiel sur "comptabilité et gestion"**

Comptabilité générale, M.A. KHALDI  
Comptabilité analytique et gestion budgétaire, A. DIAZ  
Gestion financière, M.A. KHALDI  
Analyse financière, M.J. RIGOBERT  
Mathématiques pour gestion, M.A. KHALDI  
La TVA intracommunautaire, L. GUYON et D. MARCHAT  
Droit fiscal et fiscalité de l'entreprise, D. MARCHAT

**L'Essentiel sur "économie"**

Mathématiques pour économistes, J.G. MONTAUBAN  
Analyse micro-économique, J.G. MONTAUBAN  
Informatique pour économie, A. MAURIN  
Histoire de la pensée économique, G. POULALION  
L'analyse démographique, G. POULALION et G. PUPION  
Problèmes économiques contemporains, E. DÉVOUÉ.

1786 011

33

DL-02052004-10010

# MACRODYNAMIQUE ET DESEQUILIBRE

dans une petite économie :  
le cas de la Guadeloupe

Étude coordonnée par  
Jean Gabriel MONTAUBAN

Avec les contributions de

Philippe BORDA

Alain MAURIN

Philippe SIMBONDA-ROSPLE

Philippe MEYER

Éric MATHVAL

François NAVIS

Joël RABOYEUR

Professeur d'Éric NABAJOUM

Avec le concours

de l'Université de la Guadeloupe et de l'Institut d'Économie Appliquée au Développement

1ère édition

1994



8°R  
112415

DL-05071994-19018

# MACRODYNAMIQUE ET DESEQUILIBRE

dans une petite économie :  
le cas de la Guadeloupe

Etude coordonnée par  
Jean Gabriel MONTAUBAN

Avec les contributions de

Patrice BORDA

Paul CHIMBONDA-ROSELE

Eryc EDINVAL

Alain MAURIN

Philippe MEYER

François NAVIS

Joël RABOTEUR

*Préface d'Eric NABAJOH*

Avec le concours  
du Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement

1ère édition

1994

 L'HERMÈS

8°R  
112415

# MACRODYNAMIQUE ET DESSEQUILIBRE

dans une petite économie  
le cas de la Guinée

Étude coordonnée par  
Jean-Gabriel MONTAYE

Président : KAÏS  
Vice-président : MAMIN  
Membres : MAMIN

LE KANAKI

Éditions Le Kanaki

**ISBN 2-85934-391-1**

Dépôt légal Mai 1994

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays



Éditions Le Kanaki

1ère édition

## PREFACE

*Accueillir, former, réfléchir, telles étaient quelques unes des idées qui animaient ceux qui, dans les années 60, se battaient pour la transformation de l'Institut Vizioz en une véritable U.E.R. au sein du Centre Universitaire des Antilles et de la Guyane en gestation.*

*Aujourd'hui, les temps ont changé. Le Centre universitaire est devenu Université de plein exercice. Les batailles n'ont pourtant pas cessé. La fin des années 70, marquée par les efforts pour le renforcement des structures, a permis l'installation de l'U.F.R dans ses nouveaux locaux.*

*Impulsion significative, certes, que l'attribution de nouveaux locaux pour le développement de l'enseignement supérieur, et plus précisément, pour le développement de l'enseignement juridique et économique.*

*Impulsion insuffisante si, se contentant de cette avancée, l'on ne cherchait pas à stimuler une politique de recherche, partie intégrante des activités universitaires.*

*A cet effet, il importait, donc, de mettre tout en oeuvre à la fois pour encourager le développement de Groupes de*

*Recherche, et pour leur donner les moyens d'assurer leur pérennité. Les moyens matériels sont insuffisants, pourtant l'élan est donné : des chercheurs locaux créent les conditions de développement d'une recherche autocentrée, nous permettant de jeter un regard critique sur nous-mêmes, et portant leur pierre à l'amélioration de la connaissance du réel antillais, tout en participant à l'effort de conceptualisation général. Il ne s'agit pas, en effet, au nom d'un quelconque localisme, de s'enfermer dans une démarche nombriliste (exotique ?), sans espérer participer aux grands débats théoriques qui animent la communauté scientifique.*

*Le Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD) est un des instruments de cette démarche. Il est symbolique à plus d'un titre. D'abord, produit de l'U.F.R il l'est, par le fait même que nombre de ses membres sont d'anciens étudiants de l'institution, qui restituent en recherche et enseignement, ce qu'ils ont reçu en terme de formation. Ensuite, près de 3 ans après sa formation, il a su fédérer des initiatives éparses au sein de l'U.F.R, enclencher un certain nombre de travaux, et participer, sous forme de coopération, à l'entreprise exaltante de développement de la réflexion.*

*L'ouvrage d'aujourd'hui témoigne qu'une étape est franchie. Il convient d'aller plus loin. Avancer toujours, éviter de se contenter d'un quotidien toujours à améliorer. Mobiliser les énergies, rationaliser les moyens. C'est cette quête permanente du meilleur qui nous permettra de nous inscrire définitivement dans nos idées de départ ; accueillir, former, réfléchir.*

**Eric NABAJOH**

*Directeur de l'U.F.R des Sciences Juridiques  
et Economiques de la Guadeloupe*



## AVANT-PROPOS

Cet ouvrage est le fruit de nombreuses discussions que nous avons pu avoir au sein du **Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD)** lors des séminaires tenus à l'UFR des Sciences Juridiques et Economiques de la Guadeloupe.

Nous n'aurions jamais pu le réaliser si nous n'avions pas bénéficié de nombreux concours qui ne pourront pas tous être mentionnés. Toutefois, nous ne pouvons oublier Eric Nabajoth, doyen de l'UFR des Sciences Juridiques et Economiques qui nous a très vite convaincu que nous ne pourrions jamais abuser de son aide, dès lors qu'il s'agit de l'enseignement et de la recherche.

Enfin, il nous plaît également de remercier le Professeur Michel Louis Martin, Directeur du Centre d'Analyse Géopolitique et Internationale (CAGI) qui nous a prodigué de précieux conseils et nous a encouragé à rédiger et à publier cet ouvrage .

## AVANT-PROPOS

Le présent ouvrage est le fruit de nombreuses discussions que nous avons pu avoir au sein du Laboratoire d'Économie Appliquée au Développement (LEAD) lors des semaines consacrées à l'IFR des Sciences Humaines et Humaines de la Sorbonne. Nous sommes heureux qu'il existe à Paris des lieux où se réunissent de nombreux collègues qui ne perdent pas leur intérêt pour l'actualité internationale, nous ne pouvons qu'être reconnaissants envers le LEAD des Sciences Humaines et Humaines de la Sorbonne qui nous a permis de nous réunir et de poursuivre ainsi nos travaux. Les auteurs ont pu bénéficier de l'expertise et de la connaissance de nos collègues et de nos collègues de l'étranger. Enfin, à nos amis, notamment ceux de l'Institut de Recherche Économique de l'Université de Paris, nous adressons nos vives remerciements. L'ALD qui nous a permis de publier ce livre international. L'ALD qui nous a permis de publier ce livre international.

## INTRODUCTION GENERALE

S'interroger sur l'état de l'économie et son évolution c'est se préoccuper des déterminants des mouvements économiques, desquels résultent les prises de décisions publiques ou privées par des agents, se situant dans un système régi par des règles bien précises. Si ces déterminants que sont les fluctuations et la croissance sont bien connus, les nombreux et rapides changements qui jalonnent la macroéconomie, divisée en plusieurs écoles (keynésienne, monétariste, néoclassique, et d'autres encore) avivent des controverses scientifiques ou idéologiques en l'exposant constamment aux conflits d'intérêt. Ces divergences d'appréciation profondes venant quelquefois de ses adeptes peuvent rendre sceptique ou, pour le moins, circonspect. Cette réserve peut d'autant plus se comprendre que nombreuses sont les politiques de régulation qui ont eu un succès mitigé.

Aussi, sommes-nous parfaitement conscients de la difficulté de la tâche que nous entreprenons en voulant, non seulement, présenter une étude dynamique de l'économie guadeloupéenne mais aussi, et peut être surtout, de vouloir lui attribuer une valeur didactique et heuristique à l'heure où, la résolution des quelques

problèmes macroéconomiques -tel le chômage qui peut être considéré comme un défi de notre temps- devient de plus en plus pressante.

Depuis ses origines, la Science Economique a toujours été sujette à discussions sur son objet et sa méthode. Pourtant, quiconque s'intéresse à l'économie reconnaîtra, que les éclairages des travaux des économistes, passés ou contemporains, ont permis de sérieuses avancées de la Science Economique qui s'est structurée progressivement. Les travaux de Keynes parus en 1936 dans le célèbre ouvrage "Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" ne sont-ils pas qualifiés de révolution? L'article de Phillips (1958) qui montrait une relation positive entre le taux de chômage et le taux de croissance de salaire ne fournit-il pas un moyen d'étudier le chômage?

On le voit: L'économiste ne peut faire table rase des résultats déjà trouvés et a plutôt toutes les chances d'en tirer profit pour la compréhension des phénomènes.

C'est dans cette perspective, que les chercheurs du Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD), ont conçu cet ouvrage qui est organisé autour de quatre thèmes qui leur paraissent importants pour l'analyse et la politique économique. Certes, d'autres sujets tels que le commerce international ou l'économie de l'énergie auraient largement trouvé leur place mais, notre souci de ne pas alourdir l'ouvrage, nous a amenés à retenir certains thèmes dont le choix n'a rien d'arbitraire. Ce sont ceux qui font actuellement l'objet de développements tels le dualisme du marché du travail, la persistance du chômage ou qui méritent d'être présentés sous une forme simple (restructuration de la filière canne-sucre; formation des prix) permettant de montrer qu'ils ne sont pas l'apanage des spécialistes.

Le premier thème qui regroupe deux articles est consacré au **système productif**.

Dans un premier article, P. Chimbonda-Rosele propose une étude comparative des stratégies et restructurations industrielles dans la filière sucrière métropolitaine et d'Outre-mer (Ile de la Réunion, Guadeloupe).

Il analyse d'abord le développement d'une filière en soulignant que celui-ci ne résulte pas seulement de la modernisation de l'appareil productif, de réalisations industrielles, du jeu de la compétition économique et des innovations techniques, mais dépend aussi des capacités des agents économiques à définir des objectifs, à mettre en oeuvre des moyens, à construire une stratégie, à prendre et à appliquer des décisions qui permettent de les atteindre.

C'est parce que la stratégie et la restructuration sont au coeur de la dynamique des filières industrielles que les questions afférentes à la spécialisation sont essentielles.

En s'appuyant sur la validité de la formule ricardienne de la spécialisation qui est adaptée à une économie insulaire, il arrive à démontrer que si la voie de l'intégration régionale s'avère intéressante, car mettant l'accent sur le commerce intra-régional comme moyen d'agrandir les marchés insulaires trop exigus, toutefois, c'est l'approfondissement des relations Sud-Nord ou Nord-Sud qui semble être à même de la renforcer.

Face aux difficultés de l'économie guadeloupéenne, l'activité touristique mérite toute l'attention des décideurs puisque, J. Raboteur montre dans un deuxième article, par une analyse qui s'appuie sur une méthode permettant de mesurer au mieux le secteur informel, qu'elle donne des motifs de croire et des raisons d'espérer à une amélioration de l'état de l'économie. Dans la démarche qu'il propose, l'auteur considère le phénomène touristique d'un double point de vue, qualitatif et quantitatif. Il évalue non seulement les recettes mais aussi le nombre d'emplois formels ou non, générés par le tourisme. En montrant, grâce à la

technique de R.R Nathan qu'en Guadeloupe tout emploi direct crée ou génère deux emplois indirects, J. Raboteur indique une voie de recherche qui pourrait être assez riche pour le développement de la Guadeloupe.

Le deuxième thème concerne la **politique monétaire dans les DOM**. Depuis la controverse sur l'or (*bullionist controversy* 1797-1821), qui prit corps à partir de la suspension de la convertibilité-or, au sens où on se demandait si cette décision était la cause de la hausse des prix en Angleterre, la monnaie a toujours été un sujet qui a retenu l'attention des économistes. La question que se posent A. Maurin et J.G. Montauban est de savoir si la politique monétaire de l'IEDOM est efficace c'est-à-dire si, en agissant sur l'objectif intermédiaire M3 on peut atteindre l'objectif final. Ils étayent leur analyse par une étude empirique et montrent, qu'il n'existe pas de lien causal entre la masse monétaire M3 et l'objectif final, le PIB. En concluant à une inefficacité de la politique monétaire, ils s'interrogent sur l'opportunité pour l'IEDOM de choisir un objectif intermédiaire qui soit identique à celui de la métropole.

Le troisième thème qui regroupe quatre articles porte sur **l'inflation et le chômage**.

Dans un premier article, P. Borda, A. Maurin et J.G. Montauban proposent une étude de l'évolution des prix sur longue période.

Ils partent du constat que la valeur qu'exprime le niveau de l'indice général des prix, ne permet pas d'avoir une vision satisfaisante, de l'influence des différents postes de dépenses sur le niveau général des prix qui peut même, présenter une tendance contraire, à celle des prix de certains produits. C'est pourquoi les auteurs portent leur attention sur les prix des produits alimentaires qui ne présentent pas de grandes variations avec l'indice général, des produits manufacturés, des produits agricoles, etc.

Grâce aux tests de causalité et à la dynamique de la boucle prix-salaire, ils montrent que le taux de croissance des prix à la consommation en Guadeloupe et en France métropolitaine sont égaux et confirment l'idée, souvent avancée, d'une inflation importée.

Le chômage occupe une place importante dans cet ouvrage puisqu'il fait l'objet des trois autres articles de ce thème.

E. Edinval a appréhendé le phénomène à travers la dynamique de l'intégration économique de la Guadeloupe à la France métropolitaine. L'idée essentielle est que l'évolution a généré un désajustement dans les deux systèmes productifs. Ce mouvement va entraîner deux types de rapports.

Dans une première période, le marché du travail va être régulé par l'émigration; la conséquence étant un taux de chômage constant.

Dans une deuxième période consécutive à la crise mondiale, la variable régulatrice sera le secteur informel; le repli du marché du travail entraînant alors un accroissement du chômage.

Ces observations seront alors introduites dans la théorie du marché dual en montrant, que le désajustement, permet de cerner le contour des secteurs primaire et secondaire ainsi que leurs mécanismes de fonctionnement.

P. Borda et J.G. Montauban s'interrogent ensuite sur la persistance du niveau élevé du chômage en Guadeloupe. Partant de ce constat, ils cherchent à savoir si les nouvelles théories du marché du travail fournissent des atouts pour aider à la compréhension de ce phénomène. Se fondant sur les nombreux travaux qui ont été effectués à partir des années 80 et qui ont permis d'appréhender, de façon différente l'analyse du chômage persistant en privilégiant plutôt un taux de chômage d'équilibre qu'un taux de chômage immuable, ils font une analyse critique

des fondements théoriques de la persistance et évaluent la complexité de la dynamique du chômage dans les DOM. Les conclusions auxquelles ils aboutissent sont claires: une augmentation des allocations chômage peut générer, dans certains cas, une hausse du chômage. L'étude qu'ils réalisent est confirmée par les tests économétriques, tendant à valider l'argument que le marché du travail se trouve comme "piégé" dans un équilibre de sous-emploi persistant. Ne s'arrêtant pas à cette constatation, ils essaient d'aller plus loin en cherchant à déterminer quelques pistes pour la politique économique. Ils préconisent alors une plus grande flexibilité du coût du travail et la réduction du poids de l'informel.

Dans "Une modélisation du marché du travail dans une économie insulaire", P. Borda et J.G. Montauban proposent un modèle qui tente de décrire le marché dual en Guadeloupe. Celui-ci est composé de deux secteurs. Un secteur primaire qui privilégie le lien existant entre salaire d'efficience et productivité et un secteur secondaire, dans lequel, la liaison entre salaire et expérience est quasi inexistante. Grâce à ce modèle théorique, ils montrent que, d'une part, dans le secteur primaire, le pouvoir du syndicat est limité par des contraintes inhérentes aux éléments structurels de l'économie et, d'autre part, la fonction d'emploi traduit une inertie à long terme, rejoignant une des idées de base des tenants de la théorie du dualisme pour qui, l'emploi est saturé.

Dans le secteur secondaire, la prise en considération des revenus issus du secteur informel, fait apparaître le caractère rationnel du comportement de l'individu au sens où, ce dernier, n'acceptera d'offrir une unité supplémentaire de travail que si son activité salariale lui procure un revenu supérieur à celui provenant d'activités informelles.



Le quatrième thème qui s'intitule **cadrage macroéconomique** comprend trois articles.

L'article de F. Navis tente d'établir une relation entre la criminalité globale d'une part, et la consommation et l'activité des femmes d'autre part.

L'étude d'une telle relation est délicate pour deux raisons. D'une part, elle suppose que soit définie la variable criminalité, ce qui ne peut être contenu dans un texte aussi court. D'autre part, par ses potentialités polémiques, une telle entreprise peut déboucher sur une certaine conception morale de la division sexuelle du travail. Ce qui ne correspond pas au propos de l'auteur qui ne vise pas à proposer des solutions pouvant infléchir la croissance du taux de criminalité.

Aussi, s'est-il contenté de faire apparaître la possibilité qu'il existe un effet de causalité entre les trois phénomènes, sans ignorer le fait que les explications ne sauraient être uniques, et que, les variables explicatives, la consommation et le taux d'activité féminin, peuvent être notablement liées.

Les résultats qu'il présente doivent être lus dans une optique systémique. Il ne s'agit pas des effets de l'activité des femmes et de la consommation, pris séparément sur la criminalité, mais bien d'une relation entre la criminalité et un couple de variables explicatives.

Deux types d'enseignements sont proposés.

Le premier, de nature statistique, permet de comparer le poids relatif de chaque variable sur la criminalité. La consommation se révèle être un facteur moins puissant que le taux d'activité féminin dans la criminalité globale.

Le second a trait aux interprétations sociologiques. Celles-ci ne peuvent prétendre dépasser le cadre restreint des hypothèses.

Ainsi, le travail féminin y est vu comme un facteur favorable au développement de la criminalité en ce qu'il contribue à la modification des modes de socialisation.

La comptabilité nationale fournit un cadre rigoureux d'analyse en permettant, à partir de certains concepts d'étudier l'évolution de certains agrégats qui peuvent aider à comprendre au mieux les rouages de l'économie. Puisque celle-ci peut être considérée comme un système à l'intérieur duquel existent des relations entre les individus et les institutions effectuant des opérations économiques, A. Maurin tente d'analyser, l'évolution économique de la Guadeloupe à travers la comptabilité nationale. Sa tentative s'apparente à un triptyque puisqu'il porte son attention sur trois points: la production des biens et services, la répartition des revenus et leur utilisation.

Pour contribuer à la compréhension des phénomènes économiques, il est devenu courant de s'appuyer sur des modèles qui apportent des éclairages à l'explication d'une situation déterminée.

En formalisant un ensemble de théories, un modèle apparaît souvent comme l'instrument central à partir duquel tout gouvernement peut asseoir ses décisions. C'est dans cette perspective que A. Maurin, P. Meyer et J.G. Montauban ont concentré leur attention sur la partie réelle du modèle MMM qu'ils ont eux-mêmes élaboré. Leur objet est de réaliser certaines simulations portant sur des mesures de relance de l'activité économique. Les spécificités de l'économie guadeloupéenne que les séries statistiques permettent de prendre en compte étant intégrées dans le modèle, les auteurs montrent par exemple, qu'une baisse des salaires des fonctionnaires de 10% freinerait la croissance du PIB et accroîtrait le chômage. D'autres variantes sont proposées en agissant sur les variables de politique économique comme l'investissement public, les prestations sociales et les impôts. Les résultats confirment, pour une large part, des points de vue souvent partagés dans la littérature économique consacrée à la Guadeloupe. L'on peut donc espérer,

que la prise en considération de l'ensemble du modèle, pourra être un outil fiable pour les responsables de la vie économique qui, jusqu'ici, ne reposaient leurs décisions sur aucune tentative de projection macroéconomique chiffrée.

Tout au long de cet ouvrage, l'on se rendra compte que, si chacune des contributions -qui n'engage que ses auteurs- peut être considérée de façon autonome, elle rajoute indubitablement à la compréhension de l'ensemble. Bien entendu, l'économie guadeloupéenne ne peut être appréhendée uniquement à travers ces thèmes, mais leur assemblage devrait fournir des éléments substantiels à tous ceux qui s'y intéressent.

## PREMIERE PARTIE :

### SUR LE SYSTEME PRODUCTIF



# STRATEGIE ET RESTRUCTURATION INDUSTRIELLES COMPAREES : LA FILIERE SUCRE FRANCE-DOM

*Paul CHEMBONDA-ROUSSE*

## **PREMIERE PARTIE :**

### **SUR LE SYSTEME PRODUCTIF**

L'économie sucrière semble bien maîtrisée (F. O. LITCHY) (1984). Le Communiqué Européen adopté en 1972 a fait du producteur de sucre blanc. Toutefois, cette réalité économique présente des aspects divers dans le contexte des DOM. L'industrie sucrière bénéficie de l'O.C.M.P. depuis 1969. La convention de LOME signée dès 1975, et renouvelée depuis, tous les cinq ans<sup>1</sup>, a établi des relations d'échanges préférentiels entre les pays ACP et la CEE. Le protocole particulier dont bénéficient ces pays concerne aussi le sucre (protocole n°7) et le rhum (protocole n°5). L'île Maurice est le plus gros bénéficiaire

<sup>1</sup> Décret du 10 juillet de la Commission CEE.  
<sup>2</sup> Organisation Européenne de sucre  
<sup>3</sup> La convention de LOME est la dernière convention de commerce entre la CEE et certains pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle a été signée en 1975 et renouvelée en 1980, 1985 et 1990. La dernière convention (LOME IV) a été signée en 1994 pour dix ans.

PREMIERE PARTIE :  
SUR LE SYSTEME PRODUCTIF

## **STRATEGIE ET RESTRUCTURATION INDUSTRIELLES COMPAREES : LA FILIERE SUCRE FRANCE-DOM**

*Paul CHIMBONDA-ROSELE<sup>1</sup>*

L'économie sucrière semble bien maîtrisée (F.O LITCHT)[1993]. La Communauté Européenne produit près de 14% de la production mondiale de sucre. La France est le deuxième producteur de sucre blanc. Toutefois, cette réalité économique présente des aspects divers dans le contexte des DOM. L'industrie sucrière bénéficie de l'O.C.M<sup>2</sup> depuis 1968. La convention de LOME signée dès 1975, et renouvelée depuis, tous les cinq ans<sup>3</sup>, a établi des relations d'échanges préférentiels entre les pays ACP et la CEE. Le protocole particulier dont bénéficient ces pays concerne aussi le sucre (protocole n°7) et le rhum (protocole n°5). L'Ile Maurice est le plus gros bénéficiaire

---

<sup>1</sup>Université des Antilles et de la Guyane et LEAD.

<sup>2</sup>Organisation Commune de Marché.

<sup>3</sup>La convention de LOME définit une relation préférentielle d'échange entre la C.E.E et soixante neuf pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Depuis 1975, ces accords se renouvellent tous les cinq ans. La dernière convention (LOME IV) a été signée en 1990 pour dix ans.

du protocole sucre qui assure l'écoulement de la production sur le marché communautaire.

Pourtant, malgré cet avantage, mise à part la Martinique, les exportations de sucre des DOM ont continué à croître jusqu'aux années 80. Celles de la Guadeloupe ont crû de 36,5 milliers de tonnes en 1980 à 47,8 milliers de tonnes en 1986. Par la suite, la production moyenne est restée autour de 78 milliers de tonnes.

Les exportations de sucre de la Martinique se sont interrompues depuis 1979 sans qu'il y ait des difficultés de marché, puisque, jusqu'ici, le quota à prix garanti est resté en vigueur. Ce coup d'arrêt s'explique par l'absence de restructuration industrielle.

L'Ile de la Réunion, profitant de l'OCM a opéré une remontée dans la filière. Ses exportations actuelles avoisinent 250000 tonnes de sucre.

L'observation de ces résultats doit éluder les craintes selon lesquelles, les avantages accordés au sucre et au rhum des ACP, ne pouvaient que conduire à la disparition des industries sucrières des DOM. Il est vrai que les protocoles n°7 et n°5 ont donné de bons résultats. En effet, entre 1976 et 1985, les exportations de sucre et de rhum des pays ACP ont augmenté de 50% à 70%. Mais cette expansion des exportations n'a pas conduit à une expansion de leur secteur industriel. Ces échanges ne croissent plus à un rythme rapide. Au contraire, ils se tassent durant les années 90.

Aussi, l'idée d'une coopération ou d'un co-développement entre les DOM et les pays ACP n'est-elle pas profitable pour contrecarrer les effets pervers d'une spécialisation, et accroître les gains provenant de l'ouverture du grand marché. Du fait de l'exiguïté de leurs marchés, la coopération présente en terme de stratégie, des possibilités de développement d'une plus forte capacité de négociation dans les échanges en présence des effets du GATT, qui pourraient réduire, les débouchés des activités de diversification orientées vers les marchés nationaux d'Europe.



C'est au sein de cet univers de relations qui existent entre la France métropolitaine et les DOM que les stratégies et les restructurations industrielles de l'économie sucrière apparaissent. Certaines se sont effectuées sans difficultés. D'autres restent à faire.

Pour cette étude, il nous a semblé intéressant d'examiner successivement:

I - L'économie sucrière communautaire

II - Les mutations de l'industrie sucrière en France métropolitaine

III - Le modèle réunionnais d'économie sucrière (MRES)

IV- L'industrie sucrière en Guadeloupe: restructuration inachevée ou économie gangrenée ?

V - Les principaux enseignements

## **I. L'ECONOMIE SUCRIERE COMMUNAUTAIRE**

La CEE produit en moyenne 14,4 millions de tonnes de sucre par année. Avec l'apport du sucre des DOM, sa production s'élève à 14,7 millions de tonnes. De ce fait, la Communauté Européenne est au premier rang mondial de la production de sucre blanc.

De même, la production française de sucre, atteignant 4 millions de tonnes, confère à la France la place de leader dans l'économie sucrière communautaire.

En ce qui concerne les rendements en sucre à l'hectare, dans la CEE, deux groupes de pays se distinguent:

-En premier lieu, les pays du nord de la communauté atteignent des rendements à l'hectare supérieurs à 7 tonnes.

Ces résultats sont en croissance.

-En second lieu, les rendements stagnent, voire même diminuent dans certains pays. Ils sont compris entre 5 et 7 tonnes à l'hectare en Italie et en Grèce.

En France, le rendement de la période 1988/1992 a été de 9,5 tonnes à l'hectare. Ces résultats sont dus à l'amélioration génétique et aux nouvelles techniques culturales qui concernent, particulièrement l'emploi des produits phytosanitaires et la maîtrise de l'irrigation dans les régions du sud. A propos des coûts de production, des différences assez nettes subsistent et développent des avantages à l'échange international.

On retrouve des pays performants et des pays moins compétitifs. Parmi les premiers, des différences de coûts de production conduisent à opérer un classement. D'une part, la France et l'Allemagne ont des coûts équivalents et, d'autre part, les Pays-Bas, le Danemark et de la Belgique produisent à des coûts supérieurs de 20% à ceux des pays précités.

Les seconds ont des coûts de production supérieurs de 30 à 50% par rapport aux pays les plus performants. On peut les classer en deux catégories: D'un côté le Royaume Uni et l'Irlande et, de l'autre, l'Italie et l'Espagne

Les différences de productivité sont à l'origine de l'organisation communautaire de la production de sucre selon la méthode des quotas. Elle s'effectue en deux temps.

D'abord, le conseil de la CEE fixe pour chacun de ses membres un quota maximum composé d'un quota de base et d'un quota de spécialisation. Le quota de base est un quota d'origine fixé en fonction de la consommation prévisible européenne. Il est réparti dans chaque pays membre au prorata de leurs moyennes respectives de production durant les cinq dernières années précédant le règlement sucre. Le quota de spécialisation est une marge de sécurité. Il bénéficie d'un niveau de prix moins élevé étant donné le système des cotisations à la production.

Ensuite, chaque Etat membre attribue un quota de sucre aux différentes entreprises qui constituent son industrie sucrière. Ces entreprises traduisent ces quotas en droit de livraison de betterave ou en équivalent canne à sucre pour les DOM.

Quant à la consommation de sucre, on note une augmentation per capita passant de 27 kg en 1950 à 36 kg en 1992 en France, légèrement supérieure à la moyenne communautaire qui est de 34,6 kg par an per capita. En 1992, avec 11,966 millions de tonnes, la consommation de sucre avait crû de 150000 tonnes dans la communauté. En France, la structure de la consommation traduit un déplacement du sucre de bouche vers les sucres incorporés dans les produits sucrés. Les parts respectives du sucre dans les transformations industrielles alimentaires et non alimentaires sont respectivement de l'ordre de 67% et 3%. Les échanges de sucre de la CEE s'effectuent pour l'essentiel avec les pays ACP. Des conventions régissent les engagements de la Communauté Européenne à importer chaque année du sucre brut de canne, et ce au prix garanti.

Ce sucre constitue la consommation intermédiaire des raffineries et est réexporté vers le marché mondial après raffinage.

Ainsi, les exportations sont composées de sucre hors quota produit dans la CEE, environ 1,5 millions de tonnes auxquelles s'ajoutent 2 millions de tonnes de sucre ACP raffiné et réexporté. Les divers aspects que revêt l'économie communautaire du sucre résultent de politiques volontaristes menées par les principaux pays producteurs. Leurs potentialités élevées de production reflètent leur dynamique sectorielle de spécialisation.

Examinons maintenant, comment s'est développée cette dynamique dans le contexte France-DOM.

## II. LES MUTATIONS DE L'INDUSTRIE SUCRIERE EN FRANCE METROPOLITAINE

### 1. Les effets de la spécialisation régionale

Dès les années 60, suivant le même rythme de l'évolution industrielle des autres secteurs, l'industrie sucrière métropolitaine a opéré un mouvement de concentration et de spécialisation régionale. Elle s'est concentrée dans la moitié Nord de la France, et plus particulièrement au Nord et à l'Est du Bassin Parisien. La caractéristique de cette activité est que, d'une part, elle nécessite des investissements lourds et des capitaux importants et, d'autre part, elle est contrainte de parvenir dans le temps à une réduction des coûts de production pour demeurer compétitive. On peut souligner que ce mouvement fut prévisible car les principaux pays de la Communauté Européenne suivaient le même cheminement car, ils convergeaient tous, vers une spécialisation régionale concentrée sur un nombre restreint de grandes sociétés. L'accélération des restructurations industrielles et commerciales s'est concrétisée par la montée en puissance de quatre grands groupes: Ericdania Beghin Say, Générale Sucrière (Groupe Saint Louis), la compagnie française de sucrerie (Groupe de la Navigation Mixte) et Vermandoise. Ils assurent actuellement 75% de la production sucrière. Hors de l'ensemble souligné préalablement, deux zones excentrées se sont concentrées géographiquement en Alsace et dans les Limagnes. Autour des grands groupes, les mouvements de concentration économique et financière marquent aussi le secteur coopératif. Pour l'essentiel, il regroupe sept grandes coopératives. Ces dernières couvrent 15% de la production sucrière. La commercialisation de ce sucre s'effectue par l'intermédiaire du groupement Sucre Union, partenaire de Générale Sucrière dans Euro Sucre. Une part de la production (6%) est indépendante car étant sous l'égide de

## **MACRODYNAMIQUE ET DESEQUILIBRE dans une petite économie : le cas de la Guadeloupe**

Cet ouvrage présente un panorama de plusieurs thèmes qui permettent de mieux appréhender les rouages des petites économies. Des explications différentes ou approfondies de celles avancées couramment concernant des sujets aussi variés que le chômage, le tourisme, la politique monétaire, etc..., sont présentées de façon claire et concise. Par le champ qu'il englobe et sa manière de traiter de ces thèmes, cet ouvrage peut être d'une grande utilité aux étudiants mais aussi à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin au fonctionnement des petites économies.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 0037687 7

ISBN : 2-85934-391-1

164 F

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

\*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012.

Avec le soutien du

